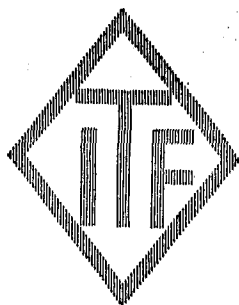


FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISATIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST



N.° 18
Quatrième année

Amsterdam, le 5 septembre 1936

Les actions de l'industrie de l'armement montent (I.T.F.) Le 24 août dernier, immédiatement après la "paix olympique" le Troisième Reich rétabli

le service militaire de deux ans doublant ainsi les effectifs de sa force armée. A ces deux années s'ajoutent encore 6 mois de préparation militaire dans le soidisant "service du travail".

La bourse de Berlin a rapidement réagi à cette "mesure pour assurer la paix" de Hitler; le cours des actions de l'industrie de l'armement monta considérablement. Les actions de l'industrie lourde s'en ressentirent le plus favorablement. Le cours des actions du "Stahlverein" et de von Hoesch subirent (du 21 au 24 août) une augmentation de 6 1/2 points, celui des Mannesmann-Röhrenwerke (usines de tuyaux) de 8 1/4 points et du consortium Klöckner de 9 points 3/4

Le cours des actions de la Compagnie des Métaux (Metallgesellschaft) monta de 9 points 7/8 et celui des actions des usines Atlas (Brême) fournissant la marine, de 7 points. Aux usines bavaroises de moteurs (Bayerische Motoren-Werke) et chez Daimler (autos etc.) il monta de respectivement 4 1/4 et 5 1/4 points. Les actions montèrent en outre de 3 points 1/2 au consortium de l'industrie chimique, de 4 points au consortium de l'industrie textile Dierig, qui compte sur des commandes d'uniformes, de 5 1/2 au Conti-Gummi et de 7 1/2 points chez Zeiss-Ikon (instruments d'optique de guerre). Les actions de Holzmann et Berger, entreprises de construction de casernes et de fortifications cotées respectivement 4 1/2 points et 7 3/4 points de plus. La bourse compte sur de nouveaux bénéfices d'armement. Elle connaît il est vrai le programme du parti nazi qui exige la saisie des bénéfices de guerre, mais elle connaît aussi son Hitler.

12 ans!

(I.T.F.) "Après que le service militaire a été porté à deux ans, voici les diverses étapes de la vie d'un jeune Allemand: à 10 ans il entre dans l'organisation national-socialiste pour enfants; à 14 ans entrée dans les Jeunesses hitlériennes ou les Jeunesses de l'Etat, à 18 ans adhésion ou incorporation au Parti ou dans les SA, à 19 ans entrée au service du travail porté à l'heure qu'il est à 6 mois; à 20 ans, incorporation dans l'armée, à 22 ans achèvement du service militaire." (Deutsche Allgemeine Zeitung N° 396/7 du 26 août 1936).

"Questions restées entières." (I.T.F.) Pendant 3 ans et demi le national-socialisme allemand a déclaré que dans le Troisième Reich la lutte des classes est "abolie" et que la communauté populaire a été réalisée. Les travailleurs se ressentent cependant davantage de jour en jour de cette lutte des classes renforcée menée par les employeurs. Le Front allemand du travail doit avouer que la "Communauté populaire dans le Troisième Reich" n'est qu'un mensonge devant servir la propagande et que la réalité présente un tout autre aspect. L'organe officiel du Front du Travail "Der Ruhrarbeiter" (le travailleur de la Ruhr) (N° 33 3ème numéro d'août) doit constater: "Les temps des contrastes sociaux ne sont pas encore derrière nous... chaque nouveau jour apportera de nouveaux problèmes et ces problèmes réclament une solution d'autant plus urgente que des questions non-résolues et surtout des questions sociales ont toujours la tendance d'agir comme les moisissures. Une des ces brûlantes questions qui occupe actuellement d'amples milieux ouvriers est par exemple la question des salaires... Ce n'est pas trahir un secret, si nous disons que les travailleurs discutent activement à l'heure qu'il est "l'immobilité des salaires" et que la réponse leur donne lieu à se poser surtout une seule question: "combien de temps encore les salaires resteront-ils immobiles?" Cette question s'impose tout particulièrement lorsqu'on considère que ces dernières années les prix ont dénoté pour le moins une tendance dépréciant les salaires.

Quatre millions de chômeurs (I.T.F.) Le président de l'Institut officiel de placement et d'assurance-chômage du Reich fait connaître: "Le chômage sera réduit prochainement à un million. Cela signifie pratiquement qu'il n'y a plus de chômage." (Angriff, N° 203 du 29 août).

Ce chômage "n'existant pratiquement plus" est un truc de propagande facilement réfutable par des chiffres nazis officiels. Il y a une année que le "Deutsche Wirtschaftszeitung" (N° 32 du 8 août 1935) l'organe officiel de l'organisation obligatoire des employeurs allemands placée sous le ressort du Dr. Schacht, a constaté que "le nombre total des chômeurs apparents et inapparents" était encore fin juin 1935 de 4,4 millions. La statistique des caisses d'assurance-maladie démontre que le nombre de ceux ayant trouvé du travail a augmenté entre le 30 juin 1935 et le 30 juin 1936 de 1,15 million. Cependant, env. 300.000 ouvriers apparemment occupés à des travaux obligatoires (ouvriers des travaux de secours, aides agricoles et ouvriers employés à la construction des autostrades) sont inscrits comme "ayant trouvé un emploi" quoique leur revenu ne soit qu'égal ou même inférieur à l'allocation de chômage. En sus, quelques centaines de mille d'ouvriers des services obligatoires du travail sont occupés à la construction de fortifications et d'aéroports, à des conditions presque aussi misérables que ceux des autostrades. Ceux-ci aussi, sont portés dans les registres comme "ayant trouvé un emploi".

Malgré le renforcement de l'armée et l'accélération des armements, le 3ème Reich comptait encore en plein été 3,6 à 4 millions de chômeurs.

Sport ouvrier

(I.T.F.) "Kraft durch Freude" la société récréative du Front allemand du travail doit remplacer par ses cours de sport, les anciennes sociétés sportives ouvrières, anéanties par les nazis. Il va de soi que les travailleurs n'ont rien à dire dans ces groupements de "sport ouvrier". C'est la "direction" du Front du travail qui décide comme bon lui semble. Et son opinion a été que des cours d'équitation étaient, pour les ouvriers allemands, plus importants que

toute autre chose. Le quotidien du Front du travail (Angriff N° 197 du 22 août) annonce avec fierté: "Le manège du Tattersall près du Jardin zoologique, avec ses grandes et belles étables modernes est incontestablement la meilleure institution d'équitation que nous possédions dans notre capitale. C'est là qu'est donnée la plus grande partie des cours organisés par "Kraft durch Freude" (la force par la joie).

Les cavaliers de "Kraft durch Freude" s'y réunissent tous les soirs. Les débutants n'ont qu'une demi-heure de leçon par jour qui se paye 6 marks. Ceux plus avancés peuvent tous les soirs se distraire à dos de cheval pendant une heure entière, agrément qui ne leur coûte que 11 marks."

Les cours d'équitation pour ouvriers existent; mais l'organe du Front du travail doit inviter des "non-adhérents au Front du travail", en d'autres mots les familles bourgeoises et les fonctionnaires solvables à y participer. Des ouvriers pouvant payer 6 et même 11 marks pour l'équitation de "Kraft durch Freude" n'ont pas encore pu être découverts, même pas par le Front allemand du travail.

Retour au "truck system"

(I.T.F.) Les bons vieux temps où l'on pratiquait le paiement du salaire en nature sont revenus dans le Troisième Reich. Les ouvriers adolescents d'une vaste entreprise chimique ne touchent plus leur salaires en espèces, cela malgré les dispositions formelles du contrat d'entreprise, mais sont au lieu de cela, nourris et habillés. Le Chef d'entreprise des usines d'azote de Piesteritz communique fièrement dans le bulletin mensuel de l'Office social du Front du travail que dans les ateliers des usines dirigées par lui, "le salaire contractuel dont doivent bénéficier les adolescents ne leur est point versé en espèces mais leur est payé entre autres en des vêtements convenables appropriés à leur profession et surtout en une bonne nourriture préparée dans des cuisines de l'établissement." (Bulletin mensuel pour la politique sociale nationale-socialiste, août 1936.

Les ateliers d'apprentissage de Piesteritz sont toujours à nouveau cités en exemple à l'industrie allemande.

Pénurie de matières premières

(I.T.F.) Par la pénurie aiguë de matières premières, l'armée du "Troisième Reich" n'est à l'heure qu'il est pas entièrement prête à commencer les opérations. Les autocamions de la Reichsbahn acquis au désir de l'état-major général ne peuvent actuellement pas être mis en réparation, le métal blanc disponible étant réservé au matériel naval et aérien. Les gares automobiles de la Reichsbahn sont encombrés de camions impropres à la circulation. La Reichsbahn se voit déjà dans la nécessité de passer à des entreprises privées--qui malgré tout sont en état de faire des réparations--des transports à effectuer par camion.

Recrudescence de la pénurie des denrées alimentaires.

(I.T.F.) L'approvisionnement en denrées alimentaires de première importance est à nouveau dangereusement compromise dans le Troisième Reich. La dictature n'a même pas été en mesure pendant la durée des Jeux Olympiques de sauver auprès des hôtes olympiques ne fût-ce que l'apparence d'un approvisionnement suffisant en articles alimentaires. Mi-août déjà on ne vendait dans les quartiers ouvriers de Berlin que de la viande frigorifiée. La viande fraîche était gardée pour les quartiers plus chic. Les prix du saucisson montèrent considérablement. On manque de boeuf et surtout de porc. La dictature recommande aux ouvriers de substituer des légumes à la viande mais en même temps elle en fait monter les prix en les grévant d'un nouvel impôt (le 25 VIII).

Il n'est guère possible de remplacer pour les ouvriers occupés à un travail musculaire très astreignant, la viande par des oeufs, ces derniers étant vendus depuis fin juillet, officiellement aux prix d'hiver, les prix du commerce interlope sont encore plus élevés.

Groupes de S.A. pour la surveillance des ouvriers

(I.T.F.) 125.000 travailleurs de tous les métiers et les ouvriers affectés aux travaux de terrassement

sont occupés à la construction des autostrades allemandes, "les autostrades d'Adolf Hitler", à des conditions que l'on compare même dans des milieux nazis, à celles qui devaient exister lorsqu'on a érigé les pyramides d'Égypte. Les propagandistes envoyés par le Front du travail dans les baraquements des ouvriers travaillant aux autoroutes afin de leur inspirer de l'enthousiasme pour le Troisième Reich n'ont eu--cela va de soi--que des succès fort médiocres. Ils ont au contraire dû rapporter d'une tenace résistance. La dictature y a trouvé motif pour procéder à la formation de sections terroristes des S.A., les "S.A.-Baustürme" pour surveiller les travailleurs des autostrades. Le S.A.-Mann l'organe de la direction centrale des S.A. communique à ce sujet: "Il est une vérité indubitable que dans les grands chantiers de construction des autostrades surtout, des éléments hostiles exercent leur action séditeuse dans le but d'ébranler la confiance des travailleurs en le national-socialisme. Le chef local des S.A. est souvent en état, par des informations précises, d'enrayer les machinations de ces éléments et de faire front à ces courants hostiles par une attitude appropriée. Il a en outre la possibilité de contrôler en tout temps l'esprit qui règne parmi les ouvriers."

Ces sections des S.A. sont, il va sans dire, également à la disposition des employeurs car "une collaboration étroite avec les entreprises de construction ne peut qu'être utile au travail des "Baustürme." (Der S.A.-Mann N° 15 du 11 avril 1936)

Les assurances sociales sous la croix gammée

(I.T.F.) Le sort des assurances sociales dans le Troisième Reich se résume en quelques mots: les presta-

tions en sont amoindries et leur autonomie détruite.

Dès le début de la crise économique, les prestations des assurances sociales allemandes avaient été avilies. Les gouvernements bourgeois, l'"autoritaire" chancelier Brüning, qui comme chef du parti catholique préparait sciemment la voie à Hitler, et son successeur, le chancelier von Papen, destitué de ses fonctions par les nationaux-socialistes, avaient décrété des ordonnances prévoyant des avilissements très sensibles. Ces avilissements s'étendaient à tous les ouvriers et employés et l'indignation de ceux-ci était telle que les nationaux-socialistes mêmes se virent contraints à demander le rétablissement des anciennes prestations. Dans leurs réunions, des promesses furent faites sans bornes. Même le mémoire rédigé en 1932 par ordre du Dr. Goebbels "Le national-socialisme et les assurances sociales" (publié dans "Die deutsche Volkswirtschaft" septembre à décembre 1932) promettait des augmentations des indemnités de maladie, une amélioration de l'aide fournie aux malades et aux travailleurs au bénéfice de la rente-invalidité. Le 21 janvier, 9 jours avant la nomination de Hitler comme chancelier, le député national-socialiste, Karwahne, réclama l'annulation des avilissements apportés à l'assurance contre les accidents du travail. Les 300.000 ouvriers qui à la suite d'un accident avaient perdu 1/5 de leur capacité professionnelle devaient aussi comme en 1932, rentrer au bénéfice d'une rente.

Tout cela n'était que tromperie. * des secours

Aucun de ces graves avilissements ne fut écarté; au contraire, le gouvernement national-socialiste décréta des avilissements allant plus loin encore. Ses promesses furent reniées avec insolence. Dans l'assurance contre les accidents du travail les petites rentes n'ont plus été réintroduites malgré le fait que depuis 1933 la dictature brune a le pouvoir de décréter souverainement des lois.

Le mémoire mentionné, cité si souvent par les propagandistes nationaux-socialistes réclamait en ce qui concerne l'assurance-maladie que les prestations des meilleures caisses soient déclarées obligatoires pour toutes et que "les principales prestations supplémentaires deviennent régulières". Au lieu de cela, le nombre des membres ne bénéficiant d'aucune prestation supplémentaire en dehors de celles légalement acquises, augmenta de fin 1933 à fin 1935 de 8,2 millions à 8,8 millions.

Le mémoire exigeait que l'indemnité payée en cas de maladie fut de 60 à 75% du salaire de base. Cette indemnité a été maintenue à 50% comme auparavant.

Le mémoire demandait en outre que les membres d'une caisse d'assurance-maladie aient droit à des fortifiants et à la délivrance de denrées alimentaires pour malades. Il qualifie de hautement anti-social le règlement prévoyant qu'un médecin qui prescrit davantage que la moyenne de médicaments et remèdes doit rembourser à la caisse les sommes dépensées en trop. Le 24 août 1935 cependant, la délivrance d'articles nutritifs et de fortifiants fut formellement limitée. Les médecins qui dans leurs ordonnances n'étaient pas suffisamment "économiques" étaient déclarés redevables de dommages-intérêts. C'est ainsi que la majeure partie des médecins consciencieux se sont vu infliger de fortes amendes atteignant souvent plusieurs milliers de marks. Aucun médecin ne résistera longtemps à ce régime; on l'oblige à l'avenir à s'abstenir de prescrire même les médicaments et remèdes strictement nécessaires.

Le fameux mémoire avait surtout montré de la compassion pour les travailleurs au bénéfice de la rente invalidité; il disait qu'un "Etat consciencieux de sa responsabilité n'aurait jamais dû permettre que les pitoyables conditions d'existence des plus miséreux parmi les pauvres soient encore déprimées davantage." Les nationaux-socialistes ont cependant rabaisé les rentes des ouvriers invalides à 7,43 RM. en moyenne par semaine. Ils les ont réduits à la charité. Voilà la vaste extension des assurances vieillesse prévue par le programme hitlérien! (Point 15.)

Les nationaux-socialistes affirment que financièrement parlant l'avenir des assurances-sociales serait dorénavant assuré grâce à ces divers avilissements. Toutefois les assurances-invalidité des ouvriers et employés ne pourraient être réellement assainies que si les ressources pouvaient être accrues, soit par des subsides de l'Etat, soit par l'augmentation des primes. On peut renoncer de prime abord aux subsides de l'Etat, celui-ci affectant chaque montant disponible au réarmement ou à la rémunération des bonzes. Une augmentation des primes avait donc été prévue. Mais eu égard aux bas salaires, une majoration des primes n'était cependant possible qu'allant de pair avec une réduction des fortes primes versées à l'assurance-chômage; ainsi les déductions pour les assurances sociales resteraient les mêmes. Cette réglementation fut annoncée mais n'a pas été appliquée. Le troisième Reich emploie les primes versées pour l'assurance-chômage, pour l'édification de fortifications. Les avilissements des assurances sociales sont devenus une réalité par "la loi sur l'assainissement", mais l'assainissement même ne s'est pas produit.

Les dépréciations des assurances sociales pratiquées au-delà n'ont pas été fixées légalement; elles ont été mises en vigueur par des ordonnances de la bureaucratie. Les nationaux-socialistes qui en mai 1933 encore avaient promis aux assurés un droit de co-gestion plus étendu, les ont privés au contraire de toute influence. Le "principe du Führer" a également été introduit dans les assurances sociales.

Un chef désigné par la bureaucratie tranche aujourd'hui souverainement toutes questions relatives au service des rentes, à leur montant et au retrait de celles-ci, au consentement d'assistance médicale et à l'autorisation de séjours dans des villes d'eaux pour cures. Pour sauver les apparences la bureaucratie nomme un organe consultatif. Mais ce Conseil n'a pas le droit de décider quoi que ce soit ou de faire valoir son opinion. Il peut simplement donner un conseil que le Chef n'a pas besoin de suivre. Les assurances sociales allemandes n'existent plus aujourd'hui en premier lieu pour les assurés, elles sont un "instrument de la politique de l'Etat national-socialiste". (Dr. Martin, Sous-secrétaire d'Etat au ministère du Travail du Reich) Les assurés s'en sont ressentis.

Si les "vrais Nazis" avaient pu agir librement, il ne resterait aujourd'hui plus grand'chose des assurances sociales allemandes. Le Front du travail a demandé, pour pouvoir accuser l'armée de ses secrétaires, que les assurances sociales soient mises entre ses mains. Il expliqua que par cette mesure seulement, les nationaux-socialistes pouvaient réellement se rendre maître de chaque ouvrier et employé individuellement. Si ce projet était devenu une réalité, un "Heil Hitler" aurait été nécessaire pour le consentement de chaque rente et une citation de "Mein Kampf" pour chaque déclaration de maladie. Mais l'armée intervint et demanda la protection des assurances sociales dans l'intérêt de la santé de la défense nationale. "L'armée et... les assurances sociales sont étroitement liées entre elles par une tâche commune dont on ne saurait exagérer la valeur" écrit un secrétaire d'Etat (Ministerrat) au ministère de la Guerre ("Ortskrankenkasse" du 1er janv. 1936

Avec l'aide de l'armée la bureaucratie ministérielle a réussi à empêcher jusqu'à présent que les 27.000 secrétaires du Front du travail, en grande partie corrompus, ne "gèrent" les millions des assurances sociales et ruinent ainsi totalement les institutions sociales. Mais le ministère de la Guerre n'a intérêt qu'aux assurances-maladie et accidents qui sauvegardent la santé des soldats; les assurances-invalidité et celles des corporations des travailleurs des mines, l'intéressent moins. Les généraux "sociaux" regardent ainsi avec calme le spectacle des millions qui sont dépensés par la dictature nationale-socialiste pour la construction de palais pour le parti et d'habitations luxueuses pour les bonzes, millions qui pourraient utilement servir à l'assainissement des assurances sociales.

Les pires attentes sont outrepassées. (I.T.F.) Quelques mois après le plébiscite sarrois, le "Times" de Londres publie ce qui suit sur la situation dans la Sarre: "Le pouvoir d'achat des Sarrois a diminué; les prix des denrées alimentaires qui peu à peu sont adaptés à ceux du Reich, ont augmenté de 25 à 50%. Le prix du sucre a doublé. Mais les salaires n'ont été majorés que de 7 à 15% au maximum.

Pendant l'année en cours on a introduit dans la Sarre les lourds impôts allemands et les rigoureuses méthodes de perception. Il faut en outre tenir compte des cotisations "facultatives" pour la nation et le parti. Beaucoup de Sarrois qui ont opté pour l'Allemagne s'étaient attendus et étaient prêts à des sacrifices, mais toutes leurs craintes ont été outrepassées. ("Times", 12 août 1936).

La Gestapo à Vienne. (I.T.F.) Six agents de la Gestapo allemande sont arrivés à Vienne dans les premiers jours d'août. Ce groupe a été grossi de deux nationaux-socialistes viennois. L'union de la croix gammée et de la croix potencée dans la lutte contre les ouvriers, est un fait accompli.

"Représentant ouvrier". (I.T.F.) L'ouvrier Pfeifer de la fabrique de chaussures "Eterna" a été désigné comme représentant ouvrier dans le "Führerrat" (Conseil des Führer) du Front patriotique autrichien, l'organisation centrale des syndicats fascistes. Avant sa nomination il était obligé de produire à la Chancellerie fédérale, diverses pièces d'identité, un extrait de son casier judiciaire, un certificat de la Centrale syndicale fasciste, et une autorisation de l'Association des industriels. Dans l'Etat corporatif chrétien on n'est donc délégué ouvrier que par la grâce de l'Association des industriels!

Entre deux meules. (I.T.F.) "Les ménagères autrichiennes constatent avec effroi que les prix de la viande, de la graisse et des œufs ont augmenté jusqu'à 10,15 et 20%". constate le "Arbeiterwoche" (du 15 août N°33) paraissant officiellement à Vienne et se trouvant sous la censure de la dictature. En même temps des tentatives sont faites dans diverses entreprises d'avilir davantage encore les salaires quoique leur valeur ne justifie plus guère la dénomination de part équitable au produit du travail et ne réponde plus aux conceptions sociales de prestation de travail et de rémunération... Les ouvriers se trouvent ainsi entre deux meules qui menacent d'écraser entièrement leurs revenus.

Ce que la dictature chrétienne rogne aux ouvriers, elle en gratifie le grand capital. De juillet 1933 à juillet 1936, le cours des actions autrichiennes négociées à la bourse de Vienne a augmenté de 200%.

Amsterdam, le 5 septembre 1936

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME.

Actes de véritable
barbarie.

(I.T.F.) L'ancien commandant des Heimwehren viennois, Fey, est actuellement président de la

Compagnie autrichienne de navigation à vapeur sur le Danube. En collaboration avec les représentants du capital italien investi dans la Compagnie, il y a créé un véritable "paradis fasciste" que le "Oesterreichische Arbeiterzeitung" (N° 33 du 15 août) qui paraît officiellement à Vienne sous la censure fasciste, décrit comme suit: "Les hommes employés sur des remorqueurs de la Compagnie de navigation à vapeur sur le Danube, touchent 120 schillings par mois (env. 335.- frs fr.).. et la plupart du temps encore bien moins. De cet argent ils doivent tout payer, littéralement tout: nourriture, vêtements et leur équipement de matelot. Vu que les petites cabines à leur disposition ont été trouvées dans un état de saleté répugnant, chaque matelot doit y procéder à un nettoyage à fond; ils doivent payer de leur poche les ustensiles et produits qui y sont nécessaires; tout cela est à déduire des 120 schillings. Même les combustibles pour préparer les repas, faire la lessive et chauffer en hiver leur réduit--meublé d'une paille et d'une couverture de cheval--doivent être payés par eux.

"La compagnie de navigation danubienne a pratiqué des réductions de salaires successives. Cela ne l'empêche pas lors de paiement des soldes en devises étrangères d'en tirer profit au détriment de ses misérables salariés. En Roumanie par exemple un schilling converti au "cours de la Compagnie" vaut 23 lei quoique le cours officiel du jour soit 33 lei. A la suite d'un mauvais approvisionnement en eau potable, des cas de typhus ne sont pas rares."

"L'idée vous vient involontairement à l'esprit" écrit le journal "que les pratiques de la Compagnie sont de véritables actes de barbarie et qu'il ne peut être question que ceux-ci soient inspirés des principes d'un Etat social moderne qui considère que la justice sociale et le bien-être général sont le premier et le plus sacré de ses devoirs." Mais il oublie que cette barbarie constitue la réalisation pratique de "la justice sociale" ainsi que la dictature chrétienne la conçoit.

Appareils de contrôle pour
conducteurs d'automobile.

(I.T.F.) Fin 1934, le Front allemand du travail avait promis de supprimer les horloges de contrôle "qui font des

hommes des numéros". Dans un nombre minime d'entreprises allemandes seulement elles ont effectivement été abolies; dans beaucoup de vastes entreprises industrielles ces appareils ont par contre été introduits... avec l'autorisation du Front du travail. A présent on essaye même, dans le Troisième Reich, de munir les véhicules automobiles d'appareil de contrôle. La Maison Kirner et Cie de Fribourg (Brigau) a mis en circulation des prospectus pour son "appareil-enregistreur-record" "Kirner" qui enregistre tous les chocs et les inscrit sous forme de diagramme sur un carton qui, moyennant un mécanisme, décrit un tour sur lui même en 24 heures. Par deux vis cet appareil peut être fixé dans chaque véhicule; automobiles de ville et de tourisme, camions, voitures de livraison, autobus, voitures-citerne, pompes à incendie, voitures de voirie, tracteurs, rouleaux-compresseurs, wagons de chemin de fer, tramways, camions hippomobile, voitures de déménagement, avions, motocyclettes, ascenseurs, charettes et même sur des métiers de tissage.

Cet enregistreur est recommandé spécialement pour les conducteurs d'automobile. Le tracé du diagramme et ses interruptions indiquent quand le chauffeur a quitté le garage, combien de temps il a dû attendre les voyageurs, quelle a été la durée de la manipulation du chargement, combien de temps il a passé avec les clients et quelle a été la longueur du repos pour le repas de midi. Le diagramme montre à quelle heure il a roulé trop vite sur de mauvaises routes, s'il a actionné trop fréquemment la pédale à gaz ou s'il a omis d'arrêter le moteur. Cet appareil permet--ainsi la firme--au chef d'entreprise, d'apprendre aux chauffeurs à employer rationnellement leur temps et "d'augmenter leur goût au travail", moyennant seulement 58 RM.

Le prospectus qui a fait sensation parmi les conducteurs d'automobile allemands montre pour comble un chauffeur qui, la main levée pour le salut hitlérien, se met au garde à vous devant son chef d'entreprise.